Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **Département du pilotage de la mobilité** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2022-42** **12/01/2022**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 14

Objet : Appel à candidature : 14 postes au titre de la mobilité « 2ème cercle »

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Agence de Service et de paiement :

- 1 poste de chef de service adjoint
Date limite de candidature : 12/02/2021

FranceAgriMer :

- 1 poste de gestionnaire instruction liquidation
Date limite de candidature : 13/02/2022

- 1 poste de chef.fe de l'unité élevage
Date limite de candidature : 13/02/2022

- 1 poste de chargé.e d'études économiques grandes cultures
Date limite de candidature : 13/02/2022

Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs des dépenses financées par les Fonds Européens Agricoles :

- 1 poste d'auditeur
Date limite de candidature : 13/02/2022

Ecole nationale des Services vétérinaires - France Vétérinaire International :

- 1 poste de conseiller résident de jumelage
Date limite de candidature : 10/02/2022

Institut Français du Cheval et de l'Equitation :

- 1 poste d'ingénieur(e) études emploi-formation
Date limite de candidature : 31/01/2022

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail :

- 1 poste de chargé de projets scientifique en chimie analytique - biocapteurs
Date limite de candidature : 28/01/2022

- 1 poste de Directeur de laboratoire
Date limite de candidature : 28/01/2022

- 1 poste de chargé de conventions
Date limite de candidature : 28/01/2022

- 1 poste de chargé de projet de recherche en virologie et épidémiologie moléculaires
Date limite de candidature : 01/02/2022

- 1 poste d'évaluateur scientifique et technique - intrants du végétal
Date limite de candidature : 27/01/2022

- 1 poste de coordinateur étude et appui scientifiques - l'alimentation
Date limite de candidature : 27/01/2022

- 1 poste de chargé de dossiers en gestion des AMM

Date limite de candidature : 27/01/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent Belleguic

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Direction régionale Normandie – site de Caen
8 -10, rue Bailey – CS 25273
14052 Caen cedex 4

Chef de service adjoint (H/F)

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : R27028
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1</td><td>Cotation RIFSEEP ASP : 4</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant / SREPES</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements.

Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.

La Direction régionale Normandie couvre les 5 départements de la région et est composée de 65 agents permanents répartis sur les deux sites (Caen et Rouen).

Elle est structurée en 5 services : le service des contrôles, le service agriculture et développement rural et pêche, le service formation professionnelle, emploi et aides économiques, le service industrie du futur et le service administratif et financier.

Constitué d'une équipe d'une dizaine d'agents, le service agriculture, développement rural et pêche (SADRP) est basé à Caen. Ce service assure le suivi des programmations du FEADER et du FEAMP au titre des politiques européennes ainsi que des aides nationales sur le domaine agricole. Il met en œuvre les contrôles administratifs, ainsi que l'ordonnancement des aides en vue de leur paiement par l'agence comptable.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Placé(e) sous l'autorité du chef de service agriculture, développement rural et pêche, le titulaire du poste assure le pilotage de l'activité du service et l'encadrement des agents.

Il assure le suivi de la fin de programmation du Règlement de développement rural 3 (RDR 3), du Fonds européen des affaires maritimes (FEAMP) et prépare la prochaine programmation RDR 4. La mise en place du RDR 4 sera le projet à suivre, en particulier sur 2022 et 2023, en lien avec le siège de l'ASP, les services de l'Etat et la Région.

Il représente l'établissement dans les différentes réunions internes et externes et assure le relationnel avec les partenaires impliqués dans les projets en particulier le Conseil Régional (autorité de gestion), et le cas échéant les services déconcentrés de l'Etat (DRAAF, DDT(M), DREAL, DIRM).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td>- Directions du siège de l'ASP
- Partenaires institutionnels (DRAAF, DDT(M), Conseil régional,…)
- Autres services de la Direction Régionale
- Directions régionales ASP</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td>Le titulaire du poste aura les missions suivantes :
- Assurer la suppléance du chef de service,
- Encadrer et accompagner les agents,
- Contribuer à l'optimisation de l'organisation du service,</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">
- Assurer le pilotage de l'activité relevant des missions du service, à savoir :

le suivi des programmations du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), RDR3 et 4.
le suivi du FEAMP
le suivi du conventionnement et de la gestion des enveloppes financières en lien avec l'agence comptable et les services du siège
le suivi des aides nationales et du plan de relance
le suivi des audits internes et externes
l'ordonnancement, recouvrement, sécurisation des paiements
les contrôles administratifs
l'assistance outil Osiris, instrumentation

- Assurer le contrôle de la qualité de gestion (requêtes dédiées)
- Contribuer au contrôle interne (mise à jour des organigrammes fonctionnels, supervisions, analyse de risque, lutte anti-fraude)
- Veiller au risque de conflit d'intérêt,
- Représenter l'ASP au sein des réunions internes et externes notamment les comités FEADER,
- Etre force de propositions auprès du chef de service et de la Direction régionale,
- Peut être amené à participer au Comité de direction (CODIR),
- Sous réserve de la délégation de signature et sous la responsabilité du chef de service, contribuer aux entretiens d'évaluation des agents.
</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>
- Connaissance de l'environnement professionnel (services de l'Etat, collectivités territoriales, ASP …)
- Connaissance des réglementations relatives aux aides gérées (UE, Etat, Région)
- Capacité à travailler en réseau,
- Sens des responsabilités,
- Maitrise des outils bureautiques,
</td><td>
- Capacité d'organisation et de pilotage,
- Aptitude au management d'équipe,
- Capacité à alerter sa hiérarchie
- Savoir rendre compte, déléguer et être à l'écoute
- Maitrise des techniques de communication écrite et orale, aptitudes rédactionnelles
- Bonne capacité d'adaptation notamment sur les procédures et applications métiers
- Devoir de réserve, neutralité et d'équité de traitement des dossiers
- Rigueur, diplomatie, pédagogie
</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">
<u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u>

Daniel GUILLOT, Chef de service agriculture, développement rural et pêche
Téléphone : 02 31 03 24 27
Courriel : daniel.guillot@asp-public.fr

<u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u>

Céline GADY-FEYSSAT, DRH/SEEC Conseillère recrutement, mobilité et formation
Téléphone : 05 55 12 00 56
Courriel : mobilite@asp-public.fr

Véronique GAND, Secrétaire de direction – Direction Régionale Normandie
Téléphone : 02 31 06 83 93
Courriel : veronique.gand@asp-public.fr
</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire Instruction Liquidation

DRAAF PACA – Service Territorial Provence Alpes Côte d'Azur
2 avenue de la Synagogue – BP 90923
84091 AVIGNON CEDEX 9

N° appel à candidature :20295	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs ou techniciens supérieurs**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation : AVIGNON (84000)**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;

• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;

• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le poste est basé à Avignon au sein du Service Territorial PACA, intégré à la DRAAF PACA.
Le Service Territorial est chargé de la mise en œuvre au plan sectoriel de certaines missions relatives aux filières viticoles, fruits et légumes, grandes cultures et élevage. Il effectue ainsi le contrôle, l'instruction et la liquidation d'aides nationales et communautaires octroyées à ces filières et assume des missions techniques notamment dans les domaines viticoles, grandes cultures et élevage.

L'agent sera intégré dans l'unité Restructuration et autorisation de plantation, composé de 3 agents qui suivent l'instruction administrative des dossiers de demande d'aide à la restructuration du vignoble et la gestion des autorisations de plantation. Les missions nécessitent de nombreux contacts avec bénéficiaires des aides, les structures intermédiaires notamment celles gérant les plans collectifs, le service contrôle du ST et le service ordonnateur de l'agence comptable de FranceAgriMer. Chaque agent travaille en autonomie sur les dossiers confiés.

Objectifs du poste

Par ordre de priorité :
1- Assurer l'instruction, la gestion et la liquidation des dossiers de demande d'aides communautaires dans le respect des procédures ainsi que des autorisations de plantation de vigne dans le cadre du nouvel outil Vitiplantation,
2. Gérer les autorisations de Plantations Nouvelles, traiter les dossiers de transfert d'autorisations et d'arrachages,
3. Assister les utilisateurs,
4. Le cas échéant, réaliser ponctuellement des contrôles d'arrachage préalable sur écran.

Missions et activités principales :

- Répondre aux demandes de renseignements téléphoniques des professionnels,
- Réceptionner, mettre au contrôle et instruire les dossiers de restructuration du vignoble,
- Préparer l'envoi des dossiers au paiement (liquidation),
- Instruire les autorisations de plantations nouvelles, délivrer les autorisations de plantation, instruire et traiter informatiquement les transferts d'exploitation,
- Mettre à jour des tableaux de suivi statistiques,

Relations fonctionnelles du poste :

- Responsable de l'unité restructuration et autorisation de plantation
- Autres Gestionnaires instruction liquidation des mesures contrôlées et contrôleurs sur place
- Externe : Professionnels bénéficiaires des aides

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance de la règlementation liée à la mesure,
- Connaissances élémentaires de l'organisation administrative et de l'environnement professionnel

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des procédures internes de gestion et de l'applicatif métier ; connaissance de la démarche qualité,
- Aptitude au travail en équipe, sens du contact
- Capacité d'analyse et de réflexion
- Rigueur, méthode et organisation
- Bonne expression écrite et orale

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé, bac + 2 souhaité – Expérience dans le secteur vitivinicole appréciée

Contraintes du poste :

A compléter s'il y a lieu

Poste clé[1] :	Oui Non ☒
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ☒
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ☒

Personnes à contacter

Sylvie SANTIMARIA SG DRAAF PACA 04 13 59 36 30 sylvie.santimaria@agriculture.gouv.fr
Virginie BOUVARD, Cheffe de service FranceAgriMer à la DRAAF PACA 04.90.14.11.01 virginie.bouvard@franceagrimer.fr ou Jocelyne GRIOLET, cheffe de l'unité 04.90.14.11.29 jocelyne.griolet@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilité@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale
.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 13/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de l'unité élevage

Direction Marchés, études et prospective- Service Analyse économique des filières et OFPM - Unité Élevage

N° appel à candidature : 20191	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **2 si corps des attachés d'administration** **2 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement**
Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste vacant	**Localisation : MONTREUIL** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

La Direction Marchés, études et prospective a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux. Au sein du service Analyse économique des filières et Observatoire de la formation des prix et des marges (OFPM), l'unité Élevage regroupe 11 personnes, chargées du pilotage et de la gestion des dispositifs de recueil de données économiques (enquêtes laitières, cotations viandes), du suivi de la conjoncture et de l'analyse des marchés sur l'ensemble des filières animales terrestres et de la conduite d'études économiques spécialisées sur les secteurs des productions animales (laits et viandes).

Objectifs du poste

Concevoir le dispositif de production, de traitement d'analyse et de diffusion d'informations économiques, et piloter les opérations correspondantes pour répondre aux besoins en matière de connaissance des marchés et des filières d'élevage au service des acteurs publics comme professionnels

Missions et activités principales :

- Assurer le management de l'équipe et la gestion administrative de l'unité (appels d'offres, suivi budgétaire et financier...) et le management de l'équipe;
- Concevoir, mettre en œuvre et gérer des outils permanents de collecte de données et d'informations de conjoncture répondant aux obligations UE, aux attentes des pouvoirs publics et des filières de l'élevage ;
- Organiser le suivi régulier de la conjoncture et sa diffusion dans les instances internes et vers les partenaires de l'établissement. Répondre dans ce domaine aux sollicitations des tutelles ;
- Préparer et mettre en œuvre le programme annuel d'études sur les filières suivies et en assurer sa valorisation ;
- Organiser la continuité de service de l'unité sur tous les dossiers avec délai incompressible (en particulier enquêtes et cotations) ;
- Participer à l'amélioration continue du service rendu (synergie service direction - ministère, évolution des dispositifs et des systèmes d'information...) ;
- Assurer la communication vers tous les partenaires administratifs, professionnels et vers la presse (instances internes telles que services comités...) ;
- Assurer la participation de l'unité aux travaux de l'Observatoire de la formation des prix et des marges ;
- Participer selon la demande aux actions de coopération internationale et de formation des personnels de l'Etat et des étudiants sur les sujets du ressort de l'Unité.

Relations fonctionnelles du poste :

FranceAgriMer Siège, Services territoriaux (correspondants cotations et contrôles, chefs de SRISE...), services du MM (DGPE, DGAL, SSP...), autres établissements publics (ASP...), structures professionnelles et interprofessionnelles, instituts techniques, prestataires externes

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

– Connaissances de l'environnement économique et professionnel des filières agricoles
– Compétences en économie agricole
– Compétences agronomiques
– Connaissances de la réglementation (nationale et européenne)
– Connaissance des filières d'élevage

Savoir-faire / Maîtrise

– Capacités managériales
– Maîtrise des outils bureautiques et statistiques
– Aptitudes à la communication écrite et orale
– Maîtrise des techniques de l'analyse de conjoncture
– Maîtrise des techniques d'enquêtes et de traitement de l'information.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Contraintes du poste :	
Pas de contraintes particulières	
Poste clé[1] :	Oui Non ⊗
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ⊗
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ⊗

Personnes à contacter

Cécile Guillot, Adjointe au chef du Service Analyse économique des filières et OFPM
cecile.guillot@franceagrimer.fr – Tel : 01 73 30 21 76

Pierre Claquin, directeur marchés, études, prospective
pierre.claquin@franceagrimer.fr – Tel : 01 73 30 25 78

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilité@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 13/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études économiques « Grandes cultures » International/UE

Direction Marchés, études et prospective
Service Analyse économique des filières – OFPM
Unité Grains et sucre

N° appel à candidature : 20268	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Vacant – Prise de fonction dès que possible	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation, prospective

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

La Direction Marchés, études et prospective a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

filières et les services territoriaux. Elle est composée de deux services : le service « Analyse économique des filières et Observatoire de la formation des prix et des marges (AEF-OFPM) », et le service « Analyses et Fonctions Transversales et Multi-filières (AFTM) ».
Au sein du service « Analyse économique des filières et Observatoire de la formation des prix et des marges (AEF-OFPM) », l'unité « Grains et Sucre » couvre les secteurs des céréales, des oléoprotéagineux, des plantes textiles et des productions sucrières. Cette équipe de 15 agents suit la conjoncture, analyse les marchés et la concurrence pour l'ensemble de ces filières. Elle assure le pilotage et la gestion des dispositifs de recueil de données notamment à caractère réglementaire, dont les cotations, ainsi que le pilotage des enquêtes Qualité des céréales et du dispositif Céré'Obs.

Objectifs du poste

Développer l'expertise au niveau de l'Union européenne et international de FranceAgriMer/DMEP dans le domaine des grandes cultures et plus particulièrement des filières céréales et oléoprotéagineux

Missions et activités principales :

- Suivre le contexte économique (monde, Union européenne) du secteur des grandes cultures et plus particulièrement des filières céréales et oléoprotéagineuses dans le cadre de la mission d'information sur les productions et les marchés dévolue à l'Établissement ;
- Contribuer à la production et l'analyse de données et informations de conjoncture ou structurelles, élaborer et rédiger de notes de synthèse et de supports de présentation ;
- Contribuer à l'élaboration du programme d'études ainsi qu'à l'organisation et au suivi de son exécution technique et budgétaire ;
- Répondre aux demandes d'études internes et venant des pouvoirs publics ou des tutelles ;
- Piloter et suivre des études (en interne et avec prestataire externe) pour le secteur des grains ;
- Valoriser les études et travaux de l'Unité en interne et en externe (formations, conférences, présentations, articles, publications…) ;
- Participer au comité de gestion mensuel « Cultures arables » (céréales, oléoprotéagineux, sucre, riz) de la Commission européenne à Bruxelles et à d'autres instances (MED-Amin).

Relations fonctionnelles du poste :

Services et unités MEP, MAEI, Mission Filières.
DGPE/BGC, Commission européenne, FAO-AMIS, professionnels

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Anglais professionnel lu, écrit, parlé
- Connaissance de l'économie des filières agricoles, en particuliers des grandes cultures
- Connaissances agronomiques

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité d'analyse, de synthèse, de rigueur et de méthode
- Qualités relationnelles et rédactionnelles avérées
- Aptitude au travail en équipe
- Bonne maîtrise des outils bureautiques
- Capacité à assurer des présentations orales
- Outils bureautiques (Excel, Powerpoint, Access)

Diplôme – Expérience professionnelle

Diplôme de l'enseignement supérieur Bac + 5 ou équivalent pour les candidats contractuels

Contraintes du poste :

Réunion mensuelle du comité de gestion cultures arables à Bruxelles
Réunion mensuelle du Conseil spécialisé Grandes Cultures – Marchés Céréaliers -

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Cécile GUILLOT – Adjointe au Chef du service Analyse économique des filières-OFPM
Tél. : 01 73 30 21 76
cecile.guillot@franceagrimer.fr –

Marc ZRIBI - chef de l'unité Grains et Sucre, SAEF-OFPM
Tél. : 01.73.30.22.14
marc.zribi@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 13/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

FICHE DE POSTE

INTITULÉ DU POSTE :

AUDITEUR à la Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs des dépenses financées par les Fonds Européens Agricoles (CCCOP).

AFFECTATION : CCCOP – 10, rue Auguste Blanqui – 93186 MONTREUIL

Selon le décret du 11 Mai 2007, les agents de la CCCOP sont mis à la disposition de la Commission par le Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. Les auditeurs sont nommés par le Président de la CCCOP après consultation du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'agriculture.

DESCRIPTIF DE L'EMPLOYEUR :

La CCCOP est l'organisme français chargé d'auditer, pour le compte de l'Union européenne, les quatre organismes payeurs nationaux (ASP, FranceAgriMer, ODEADOM, ODARC) qui versent les aides de la politique agricole commune aux agriculteurs, aux exportateurs ou aux transformateurs, aux collectivités locales, ...

Ses travaux l'amènent à se prononcer sur le bon fonctionnement de leur système de contrôle interne des organismes payeurs, sur l'exactitude des états de dépenses et de créances transmis à la Commission ainsi que sur la régularité des aides versées sur fonds communautaires (environ 10 milliards d'Euros chaque année).

A l'origine rattachée à la Cour des comptes, la CCCOP est, depuis 2005, une commission indépendante, de statut interministériel, rattachée en gestion au Secrétariat général des Ministères économiques et financiers. Ses procédures doivent se conformer aux normes internationales d'audit et aux lignes directrices de la Commission européenne.

Les travaux de certification sont actuellement effectués par 14 auditeurs, supervisés par 4 rapporteurs spéciaux placés sous l'autorité du président de la CCCOP. Les postes de rapporteurs spéciaux sont tenus par des agents de catégorie A+. Les postes d'auditeurs sont, pour moitié, des postes d'inspecteurs de la DGFIP et pour l'autre moitié, d'attachés d'administration de l'Etat (attachés ou attachés principaux).

DESCIPTION DU POSTE :

- **Catégorie** : Cadre A
- **Nature de l'emploi** : Emploi ouvert aux titulaires et/ou aux contractuels : art 4/6/6quater/6quinquies – loi n° 84-16
- **Date de vacance de l'emploi** : **1er mars 2022**

Les emplois proposés sont des emplois d'auditeur. Les travaux d'audit conduisent à la production d'un rapport d'audit au 15 février (date impérative). Ils sont organisés sur la base d'un document cadre (mémorandum de stratégie d'audit) décliné ensuite dans un programme de travail. La méthode suivie obéit aux normes internationales d'audit déclinées par la Commission Européenne dans des lignes directrices qui sont fortement structurantes.

Les travaux répondent à deux objectifs d'audit : obtenir l'assurance raisonnable de l'exactitude, la sincérité et l'exhaustivité des états de dépenses et de créances transmis à la Commission européenne, obtenir sur la base de tests de dossiers de demandes, l'assurance raisonnable que les règles d'éligibilité de la demande et du demandeur ont été respectées.

Les travaux d'audit sont de ce fait très variés : évaluation du contrôle interne des services comptables et des services métiers, respect des critères d'agrément des organismes payeurs, évaluation de la politique de contrôle des opérations, tests de procédures, tests des contrôles embarqués dans les systèmes d'information, tests d'opérations, recoupements comptables, validation des statistiques, suivi des enquêtes communautaires et des suites données.

Dans ces travaux, la connaissance des textes applicables et des applications utilisées par les organismes payeurs pour instruire et payer les demandes d'aides constituent un préalable indispensable. Cette prise de connaissance nécessite un investissement personnel important. Au-delà des entretiens et des études documentaires, les tests tiennent une place importante : ils sont réalisés sur pièces mais également sur place pour une partie des dossiers, auprès des bénéficiaires (exploitations agricoles, quelle que soit leur forme juridique).

CONDITIONS D'EXERCICE PARTICULIERES

Le poste nécessite des déplacements dont la fréquence est variable selon l'échantillon de dossiers sélectionnés, sur des durées de deux à trois jours pour les contrôles sur place. La gestion des aides de la politique agricole commune fait appel à l'usage d'images aériennes et satellites qui nécessitent un recours à la photo-interprétation.

Les rapports provisoires étant remis fin décembre et les rapports définitifs le 15 février, la période de fin d'année est une période de forte activité, peu compatible avec des congés de longue durée.

La Commission Européenne audite très régulièrement les travaux de la CCCOP, ce qui nécessite l'entière disponibilité des auditeurs concernés sur le créneau fixé par la Commission.

Compte-tenu du « coût d'entrée » sur la matière, une présence de trois ans est souhaitable.

DESCRIPTION DU PROFIL RECHERCHE

Le poste nécessite, quelle que soit l'expérience antérieure, un investissement initial important pour acquérir les connaissances et savoir-faire utiles.

Une expérience antérieure dans un ou plusieurs des domaines suivants favoriserait une adaptation plus rapide sur le poste :

- audit interne :
- pratique du contrôle interne et de l'évaluation des risques ;
- instruction ou contrôle de demandes d'aides nationales ou communautaires ;
- utilisation des techniques d'échantillonnage statistique, constitution de rapport statistiques ;
- comptabilité publique et privée ;
- photo-interprétation d'images aériennes et satellites ;
- mise en œuvre ou rédaction de textes réglementaires ;
- instruction ou contrôle de demandes d'aides nationales ou communautaires ;
- agronomie, pratiques culturales, pratiques d'élevage ;
- certification bio et certification ISO 9001 appliquée à la production agricole pratiques environnementales.

De plus, compte tenu des orientations de la prochaine programmation de la nouvelle politique agricole commune 2023-2027, les compétences suivantes sont souhaitables :

- analyse de la configuration légale, institutionnelle, organisationnelle et procédurale des systèmes informatiques et des ressources humaines ;
- analyse d'indicateurs de performance ;
- contrôles généraux informatiques et contrôles d'applications

Quel que soit le parcours antérieur du titulaire du poste, le profil de compétences requis correspond aux conditions suivantes :

- un intérêt pour le monde agricole ;
- une capacité d'adaptation rapide ;
- de la curiosité intellectuelle ;
- de l'autonomie et de l'initiative ;
- de la rigueur d'analyse ;
- une bonne maîtrise de la communication écrite et orale ;
- une forte capacité d'écoute ;
- un goût pour le travail en équipe ;
- une appétence pour les outils informatiques : la plupart des procédures de demande ou de traitement des aides étant dématérialisées.

PERSONNES À CONTACTER À LA CCCOP :

Christian AVAZERI, Président de la CCCOP
Tél. : 01 41 63 55 20 ; mail : christian.avazeri@finances.gouv.fr

Vetagro Sup

Ecole nationale des Services vétérinaires - France Vétérinaire International

1, avenue Bourgelat, 69 280 MARCY L'ETOILE

Conseiller résident de jumelage (CRJ) H/F pour le jumelage européen « Renforcement du dispositif national d'encadrement vétérinaire de la santé animale » en Tunisie

N° du poste : ……. (détachement auprès de Vetagro Sup) Catégorie A vacant

Classement parcours professionnel : 3

Début de début de mission estimée : Juin 2022

Durée du poste : 36 mois

Affectation géographique : Tunis

Profil statutaire : CADRE A du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA) = ISPV, IAE

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Le service FVI (France Vétérinaire International) de l'ENSV-FVI, au sein de Vetagro Sup, est consacré à la promotion, la coordination et la mobilisation de l'offre française d'expertise et de formation vétérinaires à l'international. Ses actions couvrent les domaines de l'ingénierie d'expertise et de formation, et de l'offre de formation aux différentes thématiques de la santé publique vétérinaire à l'international. Elles s'organisent selon deux grands volets : les projets de coopération avec des pays partenaires de la France pour le renforcement de compétences dans le domaine de la santé publique et la gouvernance sanitaire vétérinaires d'une part, les actions de formation en présentiel et à distance ainsi que l'appui à la mise en place de dispositifs de formation dans les pays partenaires, d'autre part. Ces actions sont mises en œuvre principalement en Europe de l'Est, Afrique du Nord et Sub-saharienne, au Moyen-Orient, et en Asie. Le siège est à Marcy l'Etoile, avec 2 antennes (Paris, Montpellier). L'équipe du service FVI est constituée de 6,3 ETP (4,3 ETP cadres et 2 ETP assistants de gestion) dont une partie est mise à disposition par le MAA. Dans le cadre des projets de coopération pour le renforcement de compétences, le service FVI met notamment en œuvre des jumelages pour le compte du MAA, et mobilise ainsi chaque année environ 100 experts court-terme pour environ 250 missions (de 1 à 2 semaines) annuelles, ainsi que quelques permanents résidant ou non dans les pays d'exécution des projets (chefs de projets, conseillers résidents, assistants).
OBJECTIFS DU POSTE	Le titulaire du poste est, sous l'autorité du chef de projet du pays leader de ce jumelage (la France), chargé de mettre en œuvre le jumelage « Renforcement du dispositif national d'encadrement vétérinaire de la santé animale » en Tunisie, en étroite collaboration avec les autorités compétentes (AC) du pays bénéficiaire, et en collaboration avec la Délégation de l'Union européenne présente dans le pays. Il travaille en lien avec l'État membre partenaire (Italie) du consortium monté pour ce projet, avec les experts mobilisés sur les activités prévues, et est en contact régulier avec la chargée du suivi de ce projet du service FVI à Paris.
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	Selon le manuel européen de jumelage, qui dresse le cadre administratif et technique de ce dispositif de coopération, la responsabilité du titulaire concerne : - La participation au montage de la proposition soumise par la France à l'UE et sa présentation orale aux autorités tunisiennes ; - Une fois la proposition acceptée, la conception, la rédaction et l'actualisation du plan de travail (i.e. les missions des experts français et italiens, les visites de terrain et d'études), en lien avec les AC du pays, l'homologue CRJ tunisien et les chefs de projet français et italien ; - La mise en œuvre du plan de travail validé : organisation des missions des experts (avec le concours d'un assistant du pays), en lien avec les responsables des AC de Tunisie ; organisation des visites de terrain, des formations, en lien avec les experts court-terme dédiés, et suivi budgétaire associé ; - La mise en œuvre de la communication du jumelage selon les règles de visibilité imposées par l'UE ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- La participation aux comités de pilotage du projet qu'il/elle anime ;
- La rédaction des rapports trimestriels, techniques et financiers ;
- La rédaction du rapport final du jumelage.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Chefs de projet français (CGAAER) et italien ; autorités compétentes de Tunisie ; son homologue CRJ tunisien ; experts français et italiens ; DUE ; Ambassade de France à Tunis ; personnel de l'ENSV-FVI et plus généralement, toute personne amenée à travailler sur ce projet.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Très bonne connaissance du domaine d'activité du jumelage (organisation des services, santé animale, épidémiosurveillance, etc.) ;
- Capacité organisationnelle et de priorisation des tâches ;
- Capacité rédactionnelle et réactivité ;
- Connaissances générales sur la mise en œuvre des jumelages institutionnels européens ;
- Connaissance générale de l'acquis de l'UE et des normes sanitaires européennes et internationales ;
- La maîtrise de l'anglais serait un plus (pour la communication avec la DUE).</td><td>- Aptitude prononcée pour le travail dans un contexte multiculturel et la communication ;
- Aptitude affirmée pour la diplomatie et le travail en équipe ;
- Autonomie et adaptabilité ;
- Maîtrise des outils informatiques courants ;
- Expérience de la négociation avec des partenaires internationaux ;
- Expérience de coopération internationale.</td></tr>
<tr><td>RÉMUNÉRATION</td><td colspan="2">Le CRJ est détaché par son administration d'origine pour la durée du projet. Il conserve son salaire et perçoit en sus une indemnité journalière de 75 % maximum du per diem dans le pays bénéficiaire publié par la direction générale de la coopération internationale et du développement (DG DEVCO) et applicable au moment de la signature du contrat de jumelage (pour information, le per diem s'élève, à ce jour, à 141 €).

Pour information, le budget général du jumelage est de 1,5 M€ pour une durée de trois ans.</td></tr>
<tr><td>MODALITES DE CANDIDATURE</td><td colspan="2">Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV actualisé et d'une lettre de motivation en français à contact@fvi-atf.org et dominique.schnabele@vetagro-sup.fr

avant le 10 février 2022.</td></tr>
<tr><td>CONTACTS</td><td colspan="2">Sabine Didierlaurent, Directrice adjointe de l'ENSV-FVI, 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris.Tél : 01.49.55.60.94 – courriel : sabine.didierlaurent@vetagro-sup.fr

Dominique Schnabele, Chargée de projets - FVI, 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. 01.49.55.43.49 – Courriel : dominique.schnabele@vetagro-sup.fr</td></tr>
<tr><td>Pour en savoir plus</td><td colspan="2">www.france-vet-international.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut Français du Cheval et de l'Equitation
Pôle développement innovation et recherche – Département observatoires
Observatoire des métiers, de l'emploi et des formations de la filière équine (OMEFFE)

Route de Troche 19230 Arnac Pompadour

(basé préférentiellement Arnac-Pompadour (19) ou autre site national de l'IFCE Uzès (30), Saumur (49), Le Pin (61))

N° du poste : **Catégorie : A fonctionnaire ou contractuel de droit public**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1	**Groupes RIFSEEP : G4 (IAE ou Attaché)**
Poste susceptible d'être vacant. **Date limite pour candidater 31 janvier 2022** **Date de prise de poste : 1er mars 2022**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de : - Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres. - Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du
Objectifs du poste	L'observatoire chargé des questions d'emploi et de formation de l'IFCE analyse les emplois, les métiers et les compétences dont a besoin la filière équine afin de mieux anticiper leurs évolutions. Travaillant étroitement avec équi-ressources, cet observatoire agit sur le territoire national et répond aux besoins de l'ensemble des acteurs de la filière et de ses partenaires publics et privés. L'ingénieur(e) d'études participe aux travaux et étude de l'observatoire, pour en faire un véritable outil de décision. Il exerce plusieurs activités : collecte d'indicateurs chiffrés auprès de fournisseurs, analyse de données, réalisation d'enquêtes thématiques et d'études prospectives, diffusion des résultats (publications, interventions, etc.).
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**Activités principales** Il(Elle) est chargé(e) : - D'entretenir et développer les relations avec les fournisseurs de données, de faire évoluer les méthodologies et d'améliorer la qualité des données collectées et produites. - De construire des enquêtes (questionnaires, entretiens…) sur des

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">thèmes spécifiques et analyser les résultats.
- De concevoir et mener des études prospectives pour anticiper les évolutions sur les métiers et adapter les besoins en formation.
- De rédiger des notes de conjonctures, des tableaux de bord, des rapports, des infographies, des guides de bonnes pratiques.
- De développer d'autres actions de diffusion sous différentes formes, pour accroître la visibilité des travaux et leur appropriation par la filière.

Activités annexes
- Organise et anime ou participe à des rencontres d'experts et des comités de pilotage de projets.
- Participe à des projets interrégionaux et nationaux

Conditions particulières de travail
- Déplacements professionnels à prévoir (fréquence 1 fois par mois)</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne
- Chargés de projets et développement
- Autres ingénieurs de projets et développement

En externe
- Fournisseurs de données
- Partenaires de l'IFCE
- Collectivités territoriales, services de l'Etat, organismes agricoles ou spécialisés (notamment les conseils des équidés, établissements d'enseignement agricole et chambres d'agriculture)</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Savoir-faire :</td><td>Savoir-être :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de la filière et de ses institutions (Maîtrise)
Environnement institutionnel (Maîtrise)
Economie de la filière (Maîtrise)
Relation avec les partenaires de l'Ifce (Maîtrise)
Utilisation de logiciel (Pratique)
Gestion de projet (Maîtrise)
Expression écrite (Maîtrise)
Expression orale (Maîtrise)
Calcul/Statistique (Maîtrise)</td><td>- Etre autonome
- Etre force de proposition et d'initiative
- Etre orienté vers les partenaires/usagers/clients
- Avoir le sens de l'efficience</td></tr>
<tr><td></td><td colspan="2">Précisions
Une connaissance de la filière équine sera appréciée.
Bonne maîtrise des outils bureautiques (suite office dont Excel).
La maîtrise d'outils d'enquête (Ex : sphinx…) serait un plus.
Une expérience approfondie dans la conduite de projets sera appréciée.</td></tr>
<tr><td>Conditions de recrutement</td><td colspan="2">Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application des articles 3 et 4 de la loi n°84-16).

Poste ouvert au : titulaire ou CDD de 1 an éventuellement renouvelable.</td></tr>
<tr><td>Prérequis (diplôme ou expérience)</td><td colspan="2">Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Bac +5 minimum).</td></tr>
</table>

Personnes à contacter	**Personne à contacter pour plus de renseignements** Mme Françoise CHASTANET, responsable de l'observatoire chargé de l'emploi et de la formation courriel : francoise.chastanet@ifce.fr, - Tel : 07 64 44 23 28 Mme Pascale HEYDEMANN, responsable des Observatoires au sein du pôle développement innovation et recherche courriel : pascale.heydemann@ifce.fr - Tel : 06 30 10 12 92 Composition du dossier : - CV - Lettre de motivation - Les trois derniers compte-rendu d'entretien professionnel - Pour les fonctionnaires, le dernier arrêté de situation administrative Renseignement sur le dossier de mobilité / à renvoyer à Mme Loëtitia GERARD, Chargée de projet et développement RH – Tél : 05.55.73.83.08 Courriel : loetitia.gerard@ifce.fr ou drh-info@ifce.fr Mme Elodie LISSART, Chargé de projet et développement RH – Tél : 05 55 98 59 35 Courriel : elodie.lissart@ifce.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

Date : 07/01/2022

Poste à pourvoir	**Chargé de projets scientifique en chimie analytique, spécialisé sur les biocapteurs électrochimiques (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Le laboratoire de Fougères compte une soixantaine d'agents et comprend 4 unités : Analyse des Résidus et Contaminants (ARC), Toxicologie des contaminants (TC), Expérimentation, Modélisation et Analyse de Données (EMAD) et Antibiotiques, Biocides, Résidus et Résistance (AB2R). Il mène des activités de recherche et de référence sur plusieurs types de dangers chimiques et biologiques pouvant affecter la sécurité des aliments et la qualité des aliments. Il détient plusieurs mandats de référence en tant que Laboratoire National de Référence (LNR) pour les résidus de médicaments vétérinaires, Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LR-UE) pour les résidus d'antibiotiques et de colorants, et LNR pour la résistance antimicrobienne.

Missions / contexte

Le poste est à pourvoir dans l'unité Antibiotiques, Biocides, Résidus et Résistance (AB2R). L'unité est composée de 12 permanents dont 6 scientifiques et 6 techniciennes. Dans le cadre des missions de référence du Laboratoire, l'unité réalise notamment des activités de recherche et de référence sur la détection de résidus d'antibiotiques dans différentes matrices d'origine animale. Elle mène également des activités de recherche sur l'usage des biocides désinfectants utilisés en élevage ou l'industrie agroalimentaire et leurs effets sur la perte de cultivabilité et le développement de résistance aux antibiotiques. Elle travaille depuis plusieurs années sur la détection de résidus de biocides présents sur des surfaces, dans des eaux de rinçage suite à des procédures de nettoyage et désinfection par des méthodes (micro)biologiques. Un chargé de projet scientifique et technique est recherché pour mener un projet de recherche financé par la Région Bretagne pour développer des outils basés sur des biocapteurs électrochimiques et colorimétriques pour détecter des résidus de biocides désinfectants présents dans des échantillons d'eau de rinçage et de lait.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'Unité AB2R expert dans le domaine des biocides et l'autorité fonctionnelle d'une scientifique de l'Unité experte sur le domaine de la détection des résidus, le scientifique recruté aura la charge de développer, d'évaluer et de valider des méthodes pour la détection de résidus de biocides à partir de différents échantillons de l'industrie laitière.
Cette mission s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche financé par la Région Bretagne qui a pour objectif principal de produire des outils d'auto-contrôle à faible coût, sensibles, simples, rapides et spécifiques pour la détection de contaminants chimiques biocides pour les opérateurs de la filière lait afin d'améliorer la sécurité alimentaire. Cette mission s'inscrit dans le programme de travail de l'Unité et du Laboratoire. L'unité pourra s'appuyer sur l'expérience de l'Unité Analyse des Résidus et Contaminants (ARC) pour réaliser si besoin des analyses de confirmation par des méthodes basées sur la spectrométrie de masse.

Activités

- Réaliser une revue bibliographique pour sélectionner les différents éléments du biocapteur (enzymes, surfaces, nanomatériaux)
- Développer des biocapteurs électrochimiques et colorimétriques pour la détection de résidus de biocides
- Rédiger et mettre en œuvre des protocoles expérimentaux pour évaluer ces biocapteurs
- Appliquer les principes de validation de méthodes selon le guide européen de validation de méthodes de dépistage pour la détection de résidus de médicaments vétérinaires
- Analyser et interpréter les résultats
- Rédiger un rapport de synthèse
- Valoriser les résultats : Rédiger des publications scientifiques dans des journaux internationaux à comité de lecture, participer à des congrès européens ou internationaux.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*

** En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC +5 à Doctorat dans le domaine de la chimie analytique et/ou biochimie
Minimum BAC + 3

Expériences similaires

- Le candidat devra avoir passé au minimum 18 mois à l'étranger entre le 1er mai 2017 et le démarrage du projet
- Une expérience en biochimie, électrochimie et enzymologie est indispensable
- Une expérience en développement et validation de méthodes dans le domaine de la biochimie serait appréciée.
- Une expérience en conduite de projets de recherche est souhaitée

Compétences

- Compétences scientifiques et techniques en biochimie, en électrochimie et en enzymologie
- Maîtrise de l'anglais scientifique écrit et oral
- Conduire, piloter et valoriser un projet
- Aptitude au travail en équipe, qualités relationnelles et sens des responsabilités
- Autonomie, aptitude organisationnelle, rigueur, force de proposition et dynamisme
- Capacité d'analyse, de synthèse et aptitude à rendre compte
- Maîtrise des outils informatiques de bureautique
- Sensibilisation aux règles d'hygiène et de sécurité et des risques biologiques
- Capacité à communiquer via des canaux scientifiques de haute qualité, par ex. publications évaluées par des pairs

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 28 janvier 2022

Renseignements sur le poste : christophe.soumet@anses.fr, valerie.gaudin@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2021-027 à :** recrutement@anses.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

Date : 06/01/2022

Poste à pourvoir	**Directeur de laboratoire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1, Directeur de recherche ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Nancy (54)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur Laboratoire d'hydrologie de Nancy

Missions / contexte

Le Laboratoire d'hydrologie de Nancy (LHN) intervient dans le domaine de la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ou entrant dans la chaîne alimentaire, des eaux de loisirs et des eaux minérales naturelles. Il exerce des missions de recherche et de référence pour le contrôle sanitaire microbiologique et chimique des eaux. Il instruit les demandes d'agréments des laboratoires chargés de ce contrôle sanitaire et contribue à la surveillance sanitaire. Il participe à l'élaboration de lignes directrices et de normes sanitaires relatives à l'eau et apporte un appui scientifique et technique à la direction générale de la santé (DGS) du ministère chargé de la santé.

Le LHN rassemble une vingtaine d'employés permanents et CDD, ainsi que quelques doctorants, réunis dans une unité de chimie des eaux et dans une unité de microbiologie des eaux. Il partage ses services techniques et administratifs avec le Laboratoire de la rage et de la faune sauvage de Nancy de l'Anses.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

En lien avec la Direction générale de l'agence et la Direction de la stratégie et des programmes, vous définirez les orientations du LHN et veillerez à leur mise en œuvre en répondant aux recommandations issues du process d'évaluation quinquennale des laboratoires. En étroite collaboration avec votre adjoint et en vous appuyant sur les managers du laboratoire, vous développerez l'efficacité des équipes autour d'un projet commun visant leur cohésion. Vous faciliterez le développement de partenariats internes, régionaux, nationaux, européens et internationaux pertinents pour la cohésion de l'agence, pour le développement des activités de recherche et pour l'efficience des travaux de référence et de surveillance sanitaire. Vous vous assurerez d'une gestion rigoureuse en optimisant les moyens financiers et humains. Vous veillerez à la sécurité des locaux et à la mise en œuvre des mesures nécessaires à la protection des agents et de leurs conditions de travail. Vous proposerez et mettrez en œuvre les investissements immobiliers et scientifiques indispensables à l'évolution durable de la vie scientifique du laboratoire. Vous définirez ou maintiendrez pour le laboratoire une politique qualité et un système de management de la qualité adaptés aux objectifs fixés. Vous assurerez la contribution du Laboratoire à l'alerte et la veille sanitaires.

Activités

- Participer et contribuer au Comité de direction élargi de l'agence ainsi qu'au comité de direction du pôle recherche et référence
- Proposer les orientations quinquennales et les programmes de travail annuels du laboratoire sur la base de l'analyse, avec les équipes de direction, de l'agence et du Laboratoire, des recommandations issues de l'évaluation quinquennale, des objectifs du Contrat d'objectif et de performance signé avec les tutelles ministérielles et des évolutions du contexte de travail
- Définir le budget prévisionnel de fonctionnement et d'investissement et s'assurer de la bonne exécution des budgets alloués
- Assurer les conditions de travail pour préserver la santé des agents et créer les conditions d'une vie scientifique partagée au sein du laboratoire
- Accompagner et assurer la recherche de financements externes
- Proposer et mettre en œuvre les évolutions de l'immobilier du laboratoire
- Assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité, de prévention des risques et du management de la qualité
- Contribuer aux travaux transversaux visant à établir des synergies internes
- Ancrer le laboratoire dans le tissu national, européen et international ; développer des synergies partenariales

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
- Astreintes, habilitation confidentiel défense

** En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes Au minimum BAC + 5 ; préférentiellement domaine de la biologie, à défaut domaine de la chimie analytique

Ingénieur, Docteur, Médecin ou Vétérinaire

Expériences Cadre supérieur ayant une solide expérience :

- de management opérationnel d'équipes,
- dans le domaine de la recherche et de l'animation scientifique.

Compétences

- Capacité à définir des orientations et mener une équipe sur des objectifs définis
- Maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement, gestion de projets,
- Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification,
- Capacité d'écoute et d'intégration des attentes des interlocuteurs ;
- Fortes aptitudes au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires;
- Connaissance de l'organisation et des mécanismes de financement de la recherche
- Connaissance et vision de la trajectoire des politiques publiques
- Aptitude à diriger des recherches appréciée

POUR POSTULER

Date limite de réponse : **28 janvier 2022**

Renseignements sur le poste : Gilles Salvat, Directeur général délégué recherche et référence (gilles.salvat@anses.fr), Nicolas Canivet, Directeur de la stratégie et des programmes (nicolas.canivet@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2021-074 à :** recrutement@anses.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

Date 07/01/2022

Poste à pourvoir	**Chargé(e) de conventions (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 36 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'administration et des finances
Service des conventions de partenariat et des financements externes

Missions / contexte

Le service est composé de 6 chargés de conventions et d'un chef de service :

- Il procède à l'instruction juridique et financière des contrats de l'ANSES (préparation en lien avec les entités et relations avec les cocontractants) et à la notification des conventions,
- Il assure l'exécution administrative (avenants, …) et financière des conventions,
- Il centralise l'ensemble des données financières des conventions de l'Agence et produit des éléments de reporting et de pilotage budgétaire sur ces domaines.

Dans le cadre d'une augmentation des projets européens, la mise en place d'une cellule dédiée aux projets européens est en cours.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Les conventions représentent un enjeu important par leur volume financier (entre 12 et 13 millions de recettes annuelles) et par leur rôle en matière de rayonnement scientifique de l'agence au plan national et international.

Sous l'autorité du chef de service, vous serez en charge des modalités d'élaboration et d'exécution financière d'un portefeuille de projets de collaboration et de financement de l'Union européenne dont les projets H2020 et Horizon Europe, les Laboratoires de référence de l'UE, EFSA Etc….
Deux projets d'envergure sont également en gestion dans le portefeuille :

- l'European Joint Program - projet « One Health EJP »- réalisé en interlaboratoires au sein de l'ANSES (5 Millions de subvention européenne envisagée sur l'ensemble du projet et 45 M de reversement pour 43 partenaires). Ce projet a une durée de 5 ans (01/01/2018-31/12/2022)
- Futur projet européen Horizon Europe PARC (2022-2027) dont 30 Millions de subvention pour l'ANSES.

Activités

Ses principales activités seront :

1) Instruire les projets de convention en relation avec les responsables administratifs et financiers des entités (notamment leur cohérence financière et juridique en rapport avec la politique générale de l'agence et la réglementation),
2) Coordonner et valider les rapports financiers produits par les responsables administratifs et financiers
3) Suivre l'exécution et les ajustements des projets en matière financière et juridique (avenant, suivi d'indicateurs d'activité, révision budgétaire, reversement aux partenaires, prévision de recette…)
4) Assurer l'interface avec les Directions du siège et être l'interlocuteur privilégié de la Direction Générale
5) Construire et mettre à jour les outils administratifs et financiers de suivi des projets, afin de sécuriser le processus.
6) Apporter conseil en interne sur les questions administratives, juridique et financières avec gestion des éventuelles difficultés rencontrées,
7) Suivre les audits sur les projets
8) Participer à l'organisation des réunions relatives aux projets

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau Bac + 3 à Bac + 5 Master 2 en matière administrative (ex : gestion, droit, finances, etc.)

Expériences similaires

- Expérience(s) réussie(s) dans la gestion de projet européen ou des contrats de recherche.

Compétences

- Parfaite connaissance des règles et du fonctionnement du programme Horizon 2020
- Compétences techniques affirmées dans le suivi administratif et financier de conventions
- Rigueur et autonomie, goût pour le travail en équipe, capacité d'organisation, respect des délais
- Aisance relationnelle, ouverture d'esprit, dynamisme, capacité d'adaptation, force de proposition
- Maîtrise de l'anglais professionnel (communication écrite et orale)
- Maîtrise de l'outil informatique (pack « office »), notamment parfaite maîtrise d'Excel (tableaux croisés dynamiques, formules…)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 28 janvier 2022

Renseignements sur le poste : Nathalie CAU-GOURDON, Chef de service (nathalie.cau-gourdon@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2021-079 à :** recrutement@anses.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

Date : 07/01/2022

Poste à pourvoir	**Chargé-e de projet de recherche en virologie et épidémiologie moléculaires (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Ploufragan (22)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Ploufragan-Plouzané-Niort, site de Ploufragan
Unité Virologie Immunologie Porcines (UVIP)
Laboratoire National de Référence (LNR) pour la Peste Porcine Classique, la Peste Porcine Africaine, la Maladie d'Aujeszky et l'Influenza Porcin - Laboratoire de référence OIE pour la Maladie d'Aujeszky

Missions / contexte

Le/la chargé-e de projet viendra consolider l'effectif scientifique d'une Unité de 15 personnes dont les missions impliquent des activités de référence, d'épidémiosurveillance, d'appui scientifique et technique, recherche et d'expertise dans le domaine des infections virales chez le porc. Ces activités se déclinent, de manière complémentaire et interactive, dans les domaines de la virologie, de l'épidémiologie moléculaire, de l'immunologie et de la vaccinologie. Les virus surveillés et étudiés sont les virus des Pestes Porcines et de la Maladie d'Aujezsky, dangers sanitaires réglementés, ainsi que les virus responsables de syndromes respiratoires, comme l'Influenza Porcin et le Syndrome Dysgénésique et Respiratoire Porcin, maladies à conséquences économiques importantes dans les élevages. Les virus influenza porcins requièrent en outre une attention particulière en raison de leur potentiel zoonotique.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité scientifique de la responsable de la thématique Influenza Porcin, et en lien avec les responsables des autres thématiques de l'Unité, le/la chargé-e de projet apportera son expertise à la surveillance des virus porcins étudiés dans l'Unité et à l'avancée des travaux de recherche impliquant l'étude des génomes viraux et le suivi de leurs évolutions. Il/elle sera notamment chargé-e de mener les travaux d'épidémiologie moléculaire relatifs aux virus influenza porcins afin de pouvoir renseigner les autorités sur tout nouveau virus émergent à potentiel zoonotique.
De plus, sous l'autorité du Chef d'Unité, le/la chargé-e de projet exercera la fonction de Responsable Technique suppléant pour les activités de référence de l'Unité.

Activités

A ce titre, le/la chargé-e de projet devra :

- Organiser la mise en œuvre du séquençage des génomes viraux en lien avec les responsables des LNRs ou chefs de projets et la plateforme NGS de l'Anses, et encadrer la préparation des échantillons par le personnel technique de l'Unité
- Adapter les méthodes de séquençage et d'analyses des séquences aux objectifs de recherche, en lien avec les bioinformaticiens de la plateforme NGS et les bioanalystes des autres Unités
- Gérer les bases de données de séquences en lien avec les souchothèques et échantillothèques
- Réaliser des reconstructions phylogénétiques, mettre en œuvre des analyses de phylodynamique, étudier le polymorphisme nucléotidique, appréhender les évènements de réassortiments ou de recombinaisons génétiques, etc.
- Etudier les génotypes viraux (recherche de marqueurs de virulence ou de résistance, analyse des sites antigéniques et des sites de fixation aux récepteurs, recherche de déterminants de transmission inter-espèce, etc.) en lien avec les travaux menés par ailleurs dans l'Unité sur les phénotypes
- Appliquer les connaissances acquises sur les génomes au développement de nouvelles méthodes de diagnostic moléculaire
- Etre force de proposition pour la formulation des questions de recherche, participer au montage de nouveaux projets et contribuer aux collaborations de l'Unité avec ses partenaires scientifiques, au sein de l'Anses et autres instituts nationaux et internationaux
- Participer à la formation et l'encadrement des post-doctorants, doctorants et stagiaires dans le domaine de l'étude des génomes viraux
- Valoriser les résultats obtenus par des publications dans des journaux scientifiques et des communications orales/affichées
- Contribuer à la gestion du diagnostic de référence des LNRs
- Participer au maintien et à l'amélioration du système de management de la qualité de l'Unité

Conditions particulières

- Travail en laboratoire confiné de niveau P2+/P3
- Astreintes possibles en cas de crise sanitaire majeure en virologie porcine, ou plus largement en virologie animale en soutien à d'autres Unités/LNRs
- Poste soumis à déclaration publique d'intérêt (DPI)

** En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+3 minimum, BAC+5, Doctorat en Sciences Biologiques, spécialité Virologie

Expériences similaires

- Expérience préalable de recherche en épidémiologie moléculaire et évolution virale
- Expérience post-doctorale à l'étranger appréciée

Compétences

- Connaissances et compétences en virologie moléculaire, épidémiologie moléculaire et évolution virale
- Connaissance des outils de traitement des données NGS
- Compétences en statistiques et maîtrise du logiciel R
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Autonomie, capacités d'organisation et de planification, rigueur, sens critique, dynamisme
- Aptitude à rendre compte, à synthétiser
- Capacités rédactionnelles et aptitude à communiquer ses résultats oralement
- Bonne maîtrise de l'anglais
- Connaissances générales de l'assurance qualité en laboratoire
- Capacité à respecter les règles d'hygiène et de biosécurité
- Aptitude à porter les valeurs de la structure

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 1er février 2022

Renseignements sur le poste : Gaëlle Simon, Chef d'Unité Adjoint, Directeur de projets Influenza Porcin (gaelle.simon@anses.fr; +33 (0)2 96 01 01 63) ou Marie-Frédérique Le Potier, Chef d'Unité (marie-frédérique.lepotier@anses.fr; +33 (0)2 96 01 62 90)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2021-125 à :** recrutement@anses.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

anses

Date : 06/01/2022

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de l'efficacité des intrants du végétal (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés,
Unité Evaluation de l'Efficacité des Intrants du Végétal

Missions / contexte

La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision d'autorisation de mise sur le marché.

En ce qui concerne l'évaluation des intrants du végétal (substances et produits phytopharmaceutiques, matières fertilisantes et supports de culture), la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Evaluation de l'Efficacité des Intrants du Végétal est chargée de l'évaluation des études soumises dans les dossiers déposés à l'Anses, concernant l'efficacité *sensu stricto* des intrants du végétal, et concernant les risques encourus par les cultures suite à l'utilisation de ces intrants, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM).
L'équipe est composée de 11 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique sera en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques et des matières fertilisantes dans le domaine de l'efficacité.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Evaluer les données scientifiques spécifiques à l'efficacité figurant dans les dossiers de demande d'AMM dans le cadre des procédures européennes et françaises.
- Analyser les données disponibles dans la littérature scientifique.
- Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais.
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Contribuer à la rédaction des conclusions de l'évaluation.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, et auprès des collectifs d'experts.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

** En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 à BAC+8 en sciences agronomiques ou apparenté souhaité
Minimum Bac + 3

Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine des produits phyto-pharmaceutiques et/ou des matières fertilisantes appréciée

Compétences

- Compétences scientifiques et/ ou techniques en sciences agronomiques ou apparenté
- Connaissances réglementaires dans le domaine de la protection des cultures, des produits phyto-pharmaceutiques et/ou des matières fertilisantes souhaitées
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 27 janvier 2022

Renseignements sur le poste : Laurent THIBAULT (laurent.thibault@anses.fr 06 17 30 31 73)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2022-002 à :** recrutement@anses.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

Date 06/01/2022

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'étude et d'appui scientifiques dans le domaine des études liées à l'alimentation (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité « Méthodologie et études » (UME)

Missions / contexte

La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'UME, composée d'environ 15 agents, a pour mission le développement de méthodologies d'évaluation des expositions et des risques et la mise en place d'études d'envergure liées à l'alimentation. Cette mission se décline en trois volets : 1) le développement de méthodologies transversales d'évaluation des expositions et des risques nutritionnels ou liés aux substances chimiques et aux agents physiques ou microbiologiques, 2) la réalisation des appuis scientifiques et techniques pour le compte des autres unités de la DER notamment dans le domaine de l'exploration et l'analyse de données et 3) la mise en œuvre d'études nationales destinées à alimenter des bases de données (BDD) permettant l'évaluation des risques liés notamment à l'alimentation. L'UME coordonne entre autres les études de l'alimentation totale (EAT) et les études individuelles nationales des consommations alimentaires (les études INCA).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et de son adjointe, le coordinateur d'études et d'appui scientifiques participera prioritairement aux travaux en lien avec la troisième étude de l'alimentation totale (EAT3) sur la contamination chimique des aliments et les risques sanitaires associés. il contribuera également à des études sur les consommations alimentaires gérées par l'unité et sera chargé de réaliser des appuis scientifiques et techniques en vue de répondre aux saisines de l'Anses.

Activités

À ce titre, la personne recrutée devra en particulier :

- Participer à la réalisation de l'EAT3 : suivi de la prestation d'échantillonnage alimentaire, préparation et suivi du marché des analyses en laboratoire, élaboration de scénarios de consommation de produits issus de l'agriculture biologique, réalisation des calculs d'exposition alimentaire et de risques associés, préparation et participation aux réunions du groupe de travail (GT) de l'étude, rédaction de s rendus de réunion du GT, rédaction de rapports et documents scientifiques ;
- Participer à la réalisation de la prochaine étude individuelle nationale des consommations alimentaires (INCA4) ainsi qu'à la validation et la mise à disposition de données d'étude (ex. EAT infantile) ;
- Définir, réaliser et interpréter des analyses statistiques en vue d'évaluer les risques liés à l'alimentation ;
- Répondre aux demandes d'appuis scientifiques et techniques de collectifs d'experts ou de tutelles de l'Agence ;
- Contribuer à la production des rapports d'étude et rédiger des notes techniques ;
- Participer à la valorisation scientifique des travaux en interne et en externe.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

** En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac + 5 souhaité (épidémiologiste en santé humaine ou ingénieur agronome, spécialisation statistiques ou nutrition humaine). Minimum Bac + 3.

Expériences similaires

- Première expérience dans une structure d'épidémiologie ou de santé publique indispensable.
- Expérience dans le calcul d'exposition alimentaire ou l'analyse de données de consommations alimentaires souhaitée.

Compétences

- Connaissances dans l'évaluation des risques liés à l'alimentation et l'analyse de données d'enquête alimentaire
- Maîtrise des méthodes de traitements statistiques en épidémiologie et/ou modélisation mathématique
- Maîtrise de logiciels statistiques (R, Stata, SAS…)
- Force de proposition avec esprit pragmatique, capacité à travailler en équipe, rigueur et réactivité
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral)
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale
- Aptitude à la communication et à la vulgarisation scientifique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 27 janvier 2022

Renseignements sur le poste : Chris ROTH, Chef de l'unité Méthodes et études (chris.roth@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2022-003 à :** recrutement@anses.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

Date : 06/01/2022

Poste à pourvoir	**Chargé de dossiers en gestion des AMM (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des autorisations de mise sur le marché
Unité d'Instruction Administrative (UIA)

Missions / contexte

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt adoptée en octobre 2014 a confié à l'Anses à compter de juillet 2015 des missions de délivrance des autorisations de mise sur le marché (AMM) des produits phytopharmaceutiques (PPP), des adjuvants, et des matières fertilisantes et supports de culture (MFSC). L'Anses s'est vue confier des missions équivalentes assurées par le ministère en charge de l'environnement en ce qui concerne les produits biocides à compter du 1er juillet 2016.
La direction des AMM (DAMM) est chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits mentionnés, de mettre en place les activités d'inspection et de contrôle et d'animer le comité de suivi des AMM ; elle comprend une unité d'instruction administrative qui assure la réception et le traitement administratif des dossiers et la préparation des décisions d'ordre administratif, et une unité des décisions qui assure l'instruction des dossiers issus de l'évaluation.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé sous l'autorité hiérarchique du chef de l'unité qui assure la réception et le traitement administratif des dossiers, la préparation des décisions d'ordre administratif et la gestion des déclarations d'essais de produits, l'agent sera chargé de la gestion et du suivi de plusieurs activités. Les principaux sujets d'intervention seront en lien avec la connaissance de la réglementation et du traitement des dossiers concernant les substances actives, la gestion des déclarations d'essais d'expérimentation de produits, la perception et le remboursement des taxes et redevances affectées aux demandes et la recevabilité administrative des dossiers les plus complexes.

Activités

Les activités du chargé de dossiers sont les suivantes :

- Traitement de la recevabilité de dossiers complexes dans le cadre d'évaluations zonales (nouvelles AMM et renouvellements, extensions d'usages, etc…), examen de la conformité réglementaire, courriers, enregistrement des actions au sein des systèmes d'information internes,
- Appui à la gestion des activités relatives aux essais d'expérimentation de produits phytopharmaceutiques, à la référence réglementaire de ces derniers et au suivi du téléservice dédié SIDEP (assistance utilisateurs et recherches),
- Appui au chef d'unité et à la direction pour la gestion de projets transversaux complexes, (domaine des permis d'expérimentation, des permis de commerce parallèle, suppléance suivi des taxes, etc…)

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum BAC + 3 en agronomie/agriculture, science ou environnement
BAC + 5 (Master 2, DEA ou diplôme d'ingénieur) en agronomie/agriculture, santé ou environnement souhaité

Expériences similaires

- Expérience dans le domaine de la protection des plantes et/ou de l'instruction de dossiers réglementaires,
- Une expérience dans le domaine de l'expérimentation des produits serait appréciée.

Compétences

- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité et sens de l'organisation,
- Capacité d'analyse et de synthèse,
- Capacité au travail en équipe,
- Connaissances techniques et/ou règlementaires dans les domaines des produits phytopharmaceutiques,
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale,
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale),

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 27 janvier 2022

Renseignements sur le poste : Bertrand BITAUD (bertrand.bitaud@anses.fr, tel. 01 49 77 21 28)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2022-004 à :** recrutement@anses.fr